

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

8 OCTOBRE 1997

PROJET DE LOI

**relatif à l'assistance judiciaire pour la
délivrance de copies de pièces du dossier
judiciaire en matière pénale**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE (1)

PAR M. **Jean BARZIN**

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet lors de ses réunions des 19 février, 18 et 25 juin et 1^{er} et 2 juillet 1997.

(1) Composition de la commission :

Président : M. Duquesne.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Vandeurzen, Van Pa-
rys, Verherstraeten, Wil-
lems.
P.S. MM. Biefnot, Borin, Giet.
V.L.D. MM. Dewael, Van Belle,
Verwilghen.
S.P. MM. Landuyt, Vandenbos-
sche.
P.R.L.- MM. Barzin, Duquesne.
F.D.F.
P.S.C. Mme de T'Serclaes.
Vl. M. Laeremans.
Blok
Agalev/M. Lozie.
Ecolo

B. — Suppléants :

M. Leterme, Mme D'Hondt (G.),
MM. Didden, Mmes Pieters (T.),
Verhoeven.
MM. Dallons, Eerdeken, Minne,
Moureaux.
MM. Chevalier, De Croo, van den
Abeelen, Versnick.
MM. Delathouwer, Roose, Van der
Maelen.
Mme Herzet, MM. Maingain, Simo-
net.
MM. Beaufays, Viseur (J.-J.).
MM. Annemans, De Man.
M. Decroly, Mme Schüttringer.

C. — Membres sans voix délibérative :

F.N. M. Wailliez.
V.U. M. Bourgeois.

Voir :

- 864 - 96 / 97 :

— N° 1 : Projet de loi.
— N° 2 à 5 : Amendements.

Voir aussi :

— N° 7 : Texte adopté par la commission.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

8 OKTOBER 1997

WETSONTWERP

**met betrekking tot de rechtsbijstand inzake
de afgifte van afschriften van stukken
uit het gerechtsdossier in strafzaken**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER **Jean BARZIN**

DAMES EN HEREN,

Dit ontwerp werd besproken tijdens de vergade-
ringen van 19 februari, 18 en 25 juni en 1 en 2 juli
1997.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Duquesne.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Vandeurzen, Van Pa-
rys, Verherstraeten, Wil-
lems.
P.S. HH. Biefnot, Borin, Giet.
V.L.D. HH. Dewael, Van Belle,
Verwilghen.
S.P. HH. Landuyt, Vandenbos-
sche.
P.R.L.- HH. Barzin, Duquesne.
F.D.F.
P.S.C. Mevr. de T'Serclaes.
Vl. H. Laeremans.
Blok
Agalev/H. Lozie.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

H. Leterme, Mevr. D'Hondt (G.),
HH. Didden, Mevr. Pieters (T.), Ver-
hoeven.
HH. Dallons, Eerdeken, Minne,
Moureaux.
HH. Chevalier, De Croo, van den
Abeelen, Versnick.
HH. Delathouwer, Roose, Van der
Maelen.
Mevr. Herzet, HH. Maingain, Simo-
net.
HH. Beaufays, Viseur (J.-J.).
HH. Annemans, De Man.
H. Decroly, Mevr. Schüttringer.

C. — Niet-stemgerechtigde leden :

F.N. H. Wailliez.
V.U. H. Bourgeois.

Zie :

- 864 - 96 / 97 :

— N° 1 : Wetsontwerp.
— N° 2 tot 5 : Amendementen.

Zie ook :

— N° 7 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

I. — INTRODUCTION DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Le ministre déclare soutenir le projet de loi à l'examen, qui découle d'une initiative du sénateur Erdman.

Le projet instaure un régime d'assistance judiciaire pour la délivrance d'une copie gratuite du dossier répressif et s'inscrit dans le cadre de la réforme de la procédure pénale telle qu'elle a été conçue par la commission Franchimont.

Le ministre conclut en attirant l'attention de la commission sur le fait que le projet aura des implications financières importantes.

II. — DISCUSSION GENERALE

M. Barzin demande s'il ne conviendrait pas d'élaborer une réglementation plus générale, dont tout justiciable pourrait bénéficier. Il faudrait non seulement songer à délivrer des copies moins chères à tout le monde, mais également à élaborer une réglementation obligeant la partie succombante à supporter en définitive les frais y afférents. Ces frais devraient faire partie des frais de justice.

M. Bourgeois s'associe aux propos du précédent intervenant en ce qui concerne le coût des copies. Un tarif de 30 francs par copie est en effet excessif.

Le ministre reconnaît qu'il conviendrait d'organiser un débat sur les frais de justice en général. La question de l'adaptation du coût des copies mérite en outre d'être examinée.

Il est cependant demandé si ce ne serait pas créer une nouvelle inégalité que d'obliger un condamné à payer des centaines de milliers de francs parce que la partie civile ne dispose pas de revenus suffisants, alors qu'un autre condamné ne serait pas soumis à cette obligation.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

L'article premier ne donne lieu à aucune observation.

Cet article est adopté à l'unanimité.

Art. 2

L'amendement n° 6 (Doc. n° 864/2) déposé par *Mme de T'Serclaes* et *M. Jean-Jacques Viseur* et l'amendement n° 28 (Doc. n° 864/2) déposé par *MM. Jean-Jacques Viseur* et *Duquesne* sont retirés.

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN JUSTITIE

De minister verklaart dit wetsontwerp, dat voortvloeit uit een initiatief van senator Erdman, te steunen.

Het voorziet in een rechtsbijstandsregeling inzake de afgifte van een kosteloos afschrift van het strafdossier. Het sluit aan bij de hervorming van het strafprocesrecht zoals ontworpen door de commissie Franchimont.

De minister besluit met er de commissie opmerkzaam op te maken dat het ontwerp aanzienlijke financiële implicaties zal hebben.

II. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Barzin vraagt of niet een meer algemene regeling moet worden uitgewerkt die iedere rechts-onderhorige ten goede zou komen. Te denken valt in de eerste plaats aan goedkopere afschriften voor iedereen, maar ook aan een regeling waarbij de in het ongelijk gestelde partij uiteindelijk de kosten zou moeten dragen. Die kosten zouden deel moeten uitmaken van de gerechtskosten.

De heer Bourgeois sluit zich wat de kostprijs van de kopies betreft aan bij de vorige spreker. Een tarief van 30 frank per kopie is inderdaad buitensporig.

De minister is het ermee eens dat een debat zou moeten worden gevoerd over de gerechtskosten in het algemeen. Daarnaast verdient een aanpassing van de kostprijs van de afschriften te worden onderzocht.

De vraag rijst evenwel of geen nieuwe ongelijkheid zou worden gecreëerd als een veroordeelde honderd-duizenden franken moet betalen omdat een burgerlijke partij niet over voldoende inkomsten beschikt, terwijl een andere veroordeelde die kosten niet moet betalen.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Over artikel 1 worden geen opmerkingen gemaakt.

Dat artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

Amendement n° 6 (Stuk n° 864/2) van *mevrouw de T'Serclaes* en *de heer Jean-Jacques Viseur*, alsmede amendement n° 28 (Stuk n° 864/3) van *de heren Jean-Jacques Viseur* en *Duquesne* worden ingetrokken.

Art. 2, § 1^{er}

M. Duquesne demande si l'on ne peut envisager d'élargir le droit à copie de pièces du dossier par le biais de l'adoption de l'amendement n° 24 (Doc. n° 864/2) énonçant une formule générale permettant l'application de l'article 125 de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive.

Le ministre répond que l'amendement n° 24 vise à remplacer l'article 2 proposé en ajoutant à l'article 671 une phrase qui permettrait d'accorder également l'assistance judiciaire pour la copie de pièces du dossier répressif à toute personne qui a été autorisée à en prendre copie. Cette proposition paraît séduisante, mais se heurte à une série d'objections, dont le projet à l'examen a cependant tenu compte.

Lors de la discussion au sein de la commission du Sénat, on a également hésité entre une modification des articles 671 et 672 et l'élaboration d'une procédure spécifique d'assistance judiciaire pour la copie du dossier répressif. On a finalement opté pour la procédure spécifique. Différents arguments plaident en faveur de ce choix :

1. étant donné qu'il s'agit d'une procédure criminelle, il convient d'éviter toute manœuvre dilatoire de quelque partie que ce soit. Si l'on modifie uniquement les articles 671 et 672, l'article 670, qui prévoit que la demande d'assistance judiciaire doit être portée devant le bureau du tribunal qui doit être saisi du litige, restera d'application. Il peut également s'agir en l'occurrence du bureau de la Cour de cassation ou de celui de la cour d'appel. Etant donné qu'il est le seul juge qui statue également sur le fond, seul le juge de police peut être saisi en la matière. Une série de dispositions dilatoires restent dès lors d'application : après l'introduction de la demande, le bureau fixe le jour où le requérant est tenu de se présenter, la partie adverse est invitée à comparaître, le bureau tente de concilier les parties, il peut renvoyer l'affaire pour information à une audience ultérieure et peut s'adresser pour ce faire au ministère public, il est possible d'interjeter appel dans un délai d'un mois, il est possible de se pourvoir en cassation ...;

2. l'on ne demande pas toujours ou l'on ne peut pas toujours demander copie de toutes les pièces du dossier. Lorsqu'une partie demandera copie de l'ensemble du dossier, une sélection s'imposera dès lors, notamment pour des raisons budgétaires. Cette sélection ne pourra être opérée en connaissance de cause que par le juge qui connaît le dossier, c'est-à-dire le président de la chambre du conseil, le président de la chambre correctionnelle compétente ou le président de la chambre compétente de la cour d'appel.

Il a d'ailleurs déjà été statué à cet égard que « c'est précisément le juge répressif qui est saisi de l'affaire qui doit veiller au respect des droits de la défense et

Art. 2, § 1

De heer Duquesne vraagt of via de goedkeuring van amendement n° 24 (Stuk n° 864/2) het recht op afschrift van dossierstukken niet kan worden uitgebreid. In dat amendement wordt een algemene formule voorgesteld, die de toepassing mogelijk maakt van artikel 125 van het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken.

De minister antwoordt dat amendement n° 24 in de vervanging van het voorgestelde artikel 2 voorziet door de toevoeging van één zin aan artikel 671 waardoor de rechtsbijstand ook zou kunnen worden verleend voor het afschrift van stukken van het strafdossier aan éenieder aan wie die de toelating tot afschrift ervan werd toegekend. Dat voorstel oogt verleidelijk, doch stuit op een aantal bezwaren die wel worden ondervangen in het huidige ontwerp.

Bij de bespreking in de Senaatscommissie heeft men ook geaarzeld tussen een wijziging van de artikelen 671 en 672 en de uitwerking van een specifieke procedure voor de rechtsbijstand voor het afschrift van het strafdossier. Uiteindelijk heeft men geopteerd voor de specifieke procedure. Verschillende argumenten pleiten hiervoor :

1. gelet op het feit dat het om een strafrechtelijke procedure gaat, moet elk dilatoir manoeuvre van om het even welke partij worden vermeden. Wanneer men enkel de artikelen 671 en 672 wijzigt, blijft ook artikel 670 gelden dat stelt dat het verzoek om rechtsbijstand moet worden gebracht voor het bureau van de rechtbank waarvoor het geschil aanhangig moet worden gemaakt. Dat kan ook het bureau van het Hof van Cassatie zijn of het bureau van het hof van beroep. Aangezien hij de enige rechter is die ook ten gronde oordeelt, kan terzake enkel de politierechter worden geadieerd. Een aantal vertragende bepalingen blijven dan ook van toepassing : na het indienen van het verzoek bepaalt het bureau op welke dag de verzoeker zich moet aanmelden, de tegenpartij wordt verzocht te verschijnen, het bureau tracht te verzoenen, het kan de zaak verwijzen voor nader onderzoek naar een latere zitting waarvoor het zich tot het openbaar ministerie kan wenden, hoger beroep is mogelijk binnen een maand, cassatieberoep is mogelijk ...;

2. er wordt of er kan niet steeds een afschrift worden gevraagd van alle processtukken. Wanneer een partij afschrift van het hele dossier vraagt zal, mede om budgettaire redenen, een selectie nodig zijn. Deze selectie kan enkel met kennis van zaken worden gemaakt door de rechter die het dossier kent en dat is precies de voorzitter van de raadkamer of de voorzitter van de bevoegde correctionele kamer of de voorzitter van de bevoegde kamer van het hof van beroep.

Terzake werd trouwens reeds gevonnist « dat het precies de strafrechter is voor wie de zaak aanhangig is die moet toezien op de naleving van de rechten van

qui, compte tenu du fait qu'il a pris au préalable connaissance du dossier répressif, pourra d'ailleurs se prononcer en connaissance de cause sur la question de savoir quelles copies de quelles pièces sont nécessaires à la défense de l'indigent, ce qui sera pratiquement impossible dans le cadre d'un procédure devant le bureau d'assistance judiciaire, ou, dans des affaires urgentes, devant le président, étant donné que ceux-ci ne disposent pas du dossier répressif. »

La procédure d'assistance judiciaire pour les actes de procédure ou les copies et extraits de pièces visée aux articles 671 et 672 a sa propre finalité. Elle constituera une seconde piste, que l'on pourra suivre à chaque stade de la procédure. Le gouvernement estime dès lors qu'il s'indique de suivre une procédure spécifique en ce qui concerne l'assistance judiciaire pour la délivrance de copies de pièces du dossier judiciaire en matière pénale.

Les amendements n° 1 (Doc. n° 864/2) déposé par *MM. Duquesne et Barzin*, n° 7 et 8 (Doc. n° 864/2) introduits par *Mme de T'Serclaes et Jean-Jacques Viseur*, n° 23 (Doc. n° 864/2) déposé par *M. Jean-Jacques Viseur*, n° 24 (Doc. n° 864/2) déposé par *MM. Duquesne et Vandeurzen* et n° 32 (Doc. n° 864/ 5) déposé par *M. Duquesne* sont retirés.

Mme de T'Serclaes et M. Jean-Jacques Viseur introduisent l'amendement n° 9 (Doc. n° 864/2) tendant à alléger le texte de l'article 2, § 1^{er}, les termes « dossier judiciaire » n'étant par ailleurs pas utilisés en droit pénal. La présente disposition vise le dossier répressif.

L'amendement n° 9 est adopté par 9 voix contre 1.

MM. Jean-Jacques Viseur et Duquesne introduisent l'amendement n° 36 (Doc. n° 864/5) tendant à permettre en matière pénale à toute personne autorisée à prendre copie du dossier répressif de demander l'assistance judiciaire en vue d'obtenir copie de pièces versées à ce dossier.

M. Jean-Jacques Viseur fait valoir qu'en matière civile, l'assistance judiciaire s'obtient avant de poser tout acte, les parties étant maîtres de leur procès. En revanche, en matière pénale, l'autorisation de prendre copie du dossier constitue un acte préalable à la demande d'autorisation du bénéfice de l'assistance judiciaire. Il ne s'agit pas d'une manoeuvre dilatoire.

Le ministre estime que l'amendement n° 36 met un moyen dilatoire à la disposition des parties et demande dès lors son rejet.

L'amendement n° 36 est rejeté par 7 voix contre 2.

L'article 2, § 1^{er}, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.

*
* *

de verdediging en die overigens, gelet op zijn voorafgaande kennisname van het strafdossier, met kennis van zaken zal kunnen oordelen over de vraag welke afschriften van welke stukken nodig zijn voor de verdediging van de onvermogenende. Dit is vrijwel onmogelijk in het kader van een procedure voor het bureau voor rechtsbijstand of, in spoedeisende zaken, voor de voorzitter, gezien die niet beschikken over het strafdossier. »

De procedure inzake rechtsbijstand voor proceshandelingen of afschriften en uittreksels uit stukken, bedoeld in de artikelen 671 en 672, heeft een eigen finaliteit. Zij blijft mogelijk als een tweede piste waarop in elke stand van de procedure een beroep kan worden gedaan. De regering is dan ook van oordeel dat een specifieke procedure aangewezen is voor rechtsbijstand voor de afgifte van afschriften van stukken uit het gerechtsdossier in strafzaken.

Amendement n° 1 (Stuk n° 864/2) van *de heren Duquesne en Barzin*, de amendementen n° 7 en 8 (Stuk n° 864/2) van *mevrouw de T'Serclaes en de heer Jean-Jacques Viseur*, amendement n° 23 (Stuk n° 864/2) van *de heer Jean-Jacques Viseur*, amendement n° 24 (Stuk n° 864/2) van *de heren Duquesne en Vandeurzen* alsmede amendement n° 32 (Stuk n° 864/5) van *de heer Duquesne* worden ingetrokken.

Mevrouw de T'Serclaes en de heer Jean-Jacques Viseur dienen amendement n° 9 in (Stuk n° 864/2), dat ertoe strekt de tekst van artikel 2, § 1, lichter te maken; in het strafrecht wordt het begrip « gerechtsdossier » overigens niet gehanteerd. Deze bepaling heeft betrekking op het strafdossier.

Amendement n° 9 wordt aangenomen met 9 tegen 1 stem.

De heren Jean-Jacques Viseur en Duquesne dienen amendement n° 36 (Stuk n° 864/5) in. Het strekt ertoe in strafzaken eenieder die gemachtigd is om afschrift te nemen van het strafdossier, toe te staan rechtsbijstand te vragen om afschriften van stukken uit dat dossier te verkrijgen.

De heer Jean-Jacques Viseur merkt op dat in burgerlijke zaken rechtsbijstand toegekend wordt vóór enige daad gesteld wordt; de partijen beslissen immers zelf over het verloop van hun geding. In strafzaken daarentegen is de machtiging om afschrift te nemen van het dossier een daad die het verzoek om rechtsbijstand voorafgaat. Dat is geen verdragings-tactiek.

Volgens *de minister* biedt amendement n° 36 de partijen de mogelijkheid de zaak te rekken. Hij vraagt dan ook dat amendement te verwerpen.

Amendement n° 36 wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen.

Het aldus geamendeerde artikel 2, § 1, wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Art. 2, § 2

M. Duquesne demande quelles sont les hypothèses précises visées à l'article 2, § 2, 1°, 2°, 3° et 4° du projet.

Lorsque l'accès au dossier est autorisé, le juge compétent pour statuer sur l'assistance judiciaire exerce-t-il une censure en ce qui concerne les conditions d'accès au dossier ?

Le projet permet aux parties de solliciter une copie de pièces du dossier auprès du juge saisi sans passer par le bureau d'assistance judiciaire. Comment procéder pour que la demande n'ait, en aucune hypothèse, de caractère dilatoire ?

Le ministre répond que lors de l'examen de la proposition de loi au Sénat, le gouvernement a confirmé dans son amendement n° 6 qu'il avait repris le principe qui veut prévoir des règles particulières en ce qui concerne la délivrance de copies de pièces du dossier judiciaire en matière pénale. Il a — en tenant compte du fait qu'une instruction peut être requise et qu'une juridiction de jugement peut également être saisie sans décision de renvoi par le biais d'une citation directe — détaillé les différentes hypothèses dans le cadre de cet amendement :

1. la première hypothèse concerne le cas où une instruction a été requise. La requête doit, en l'occurrence, être introduite auprès du président de la chambre du conseil ou — s'il s'agit du privilège de juridiction ou si la chambre du conseil décide de ne pas renvoyer l'affaire devant le tribunal correctionnel — auprès du président de la chambre des mises en accusation;

2. la deuxième hypothèse concerne les cas où un inculpé est cité sans décision de renvoi devant un tribunal de police ou un tribunal correctionnel ou — si l'amendement du gouvernement en la matière est adopté — est convoqué par procès-verbal, ainsi que le prévoit l'article 216^{quater} du Code d'instruction criminelle. La demande d'assistance judiciaire pour la délivrance d'une copie des pièces du dossier judiciaire doit alors être introduite auprès du tribunal de police ou auprès du président du tribunal correctionnel;

3. la troisième hypothèse concerne un inculpé qui jouit du privilège de juridiction et qui est cité sans décision de renvoi devant la cour d'appel qui statue en première et dernière instance. Dans un souci de clarté, il avait été précisé initialement que la demande devait alors être portée devant le président « qui connaît de l'action publique ». La commission de la Justice du Sénat a cependant proposé de supprimer ces mots;

4. la quatrième hypothèse concerne l'article 305 du Code d'instruction criminelle, à modifier, qui énumère les personnes auxquelles le bénéfice de l'assistance judiciaire peut être octroyé, dans le cadre d'une procédure devant la cour d'assises, pour la délivrance

Art. 2, § 2

De heer Duquesne wenst een precieze omschrijving van de in artikel 2, § 2, 1°, 2°, 3° en 4°, van het ontwerp bedoelde onderstellingen.

Zo inzage van het dossier toegestaan is, mag de rechter die beslissingsbevoegdheid inzake rechtsbijstand heeft, de voorwaarden van inzage van het dossier beperken ?

Het ontwerp biedt de partijen de mogelijkheid bij de met de zaak belaste rechter een afschrift van stukken uit het strafdossier te vragen, zonder het bureau voor rechtsbijstand te hoeven inschakelen. Hoe kan worden voorkomen dat het verzoek in geen geval als vertragings tactiek kan worden beschouwd ?

De minister antwoordt dat de regering bij de behandeling van het wetsvoorstel in de Senaat in haar amendement n° 6 heeft bevestigd dat zij het principe overnam om in bijzondere regels te voorzien voor het verkrijgen van afschriften uit het gerechtsdossier in strafzaken. Zij heeft — rekening houdend met het feit dat een gerechtelijk onderzoek gevorderd kan zijn én dat een vonnisgerecht ook zonder verwijzingsbeslissing kan worden aangezocht via een rechtstreekse dagvaarding — de verschillende hypothesen verder uitgewerkt in dit amendement :

1. de eerste hypothese heeft betrekking op het geval waarin een gerechtelijk onderzoek werd gevorderd. In dat geval moet de aanvraag worden ingediend bij de voorzitter van de raadkamer of — wanneer het gaat om voorrecht van rechtsmacht of wanneer de raadkamer beslist de zaak niet naar de correctionele rechtbank te verwijzen — bij de voorzitter van de kamer van inbeschuldigingstelling;

2. de tweede hypothese heeft betrekking op het geval waarin een verdachte zonder verwijzingsbeslissing is gedagvaard voor een politierechtbank of een correctionele rechtbank of wanneer het regeringsamendement terzake wordt aanvaard — wanneer deze is opgeroepen bij proces-verbaal zoals bepaald in artikel 216^{quater} van het Wetboek van Strafvordering. Het verzoek om rechtsbijstand voor een afschrift van de stukken uit het gerechtsdossier moet dan bij de politierechtbank of bij de voorzitter van de correctionele rechtbank worden ingediend;

3. de derde hypothese heeft betrekking op een verdachte die voorrecht van rechtsmacht geniet en die zonder verwijzingsbeslissing is gedagvaard voor het hof van beroep waar in eerste en in laatste aanleg geoordeeld wordt. Om dit te verduidelijken was oorspronkelijk vermeld dat het verzoek dan moest worden gebracht voor de voorzitter « die kennis neemt van de straffordering ». De commissie voor de Justitie van de Senaat stelde echter voor deze woorden te schrappen;

4. de vierde hypothese heeft betrekking op het te wijzigen artikel 305 van het Wetboek van Strafvordering waarin de personen worden opgesomd aan wie in een procedure voor het hof van assisen rechtsbijstand kan worden verleend voor de afgifte van

de copies de pièces du dossier judiciaire. Le § 2, 4°, de l'article 674bis prévoit que cette demande doit être introduite auprès du président de la cour d'assises.

Le projet ne modifie nullement les conditions en matière d'expédition ou de copie d'un dossier répressif. Ces conditions sont fixées par l'arrêté royal du 28 décembre 1950, en particulier par l'article 125, qui prévoit l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditeur général. Aucune modification n'est non plus apportée à l'article 1380 du Code judiciaire, qui prévoit que le Roi détermine les conditions auxquelles sont soumises la communication ou la copie des actes d'instruction et de procédure en matière criminelle, correctionnelle ou de police. L'article 127 du Code d'instruction criminelle, tel qu'il sera modifié par le projet Franchimont, ne modifie nullement les conditions d'obtention de l'autorisation de consulter le dossier répressif.

La proposition initiale prévoyait que l'on pouvait obtenir gratuitement copie de « toutes » les pièces du dossier. L'auteur a lui-même modifié cette disposition dans son premier amendement et a alors prévu que la demande devait spécifier les pièces du procès dont une copie était souhaitée, ce qui suppose évidemment que la possibilité de consulter celles-ci au préalable ne soit nullement limitée. Le gouvernement a repris cette limitation. Dans son arrêt du 2 mars 1995, la Cour d'arbitrage a d'ailleurs précisé elle-même, dans un de ses considérants (B 2.5., alinéa 3) que la loi « pouvait subordonner la copie gratuite à l'intervention d'un juge, qui pourrait la limiter à certaines pièces du dossier répressif ».

Cette question a également été abordée lors de l'examen du projet au sein de la commission de la Justice du Sénat (Doc. n° 1-17/5, p. 8), au cours duquel il a été précisé que le juge devait motiver son refus d'accorder copie de certaines pièces et il a été souligné qu'il serait possible d'interjeter appel de cette décision.

Lors de l'examen du projet, on s'est régulièrement penché sur cette problématique. Dans la réponse à la première question, il a même été précisé que c'était là une des raisons d'opter résolument pour une réglementation particulière et pour la compétence du président de la juridiction, qui connaît également le fond du dossier. D'autres mécanismes ont encore été prévus afin d'éviter qu'une telle demande ait un caractère dilatoire :

1. le projet prévoit clairement qu'il est impossible, pour la première fois, d'introduire une demande d'assistance judiciaire relative à la délivrance d'une copie du dossier répressif auprès du tribunal correctionnel ou de la cour d'appel si ceux-ci connaissent de l'appel de l'action publique;

2. les demandes d'assistance judiciaire en la matière doivent être introduites, à peine de déchéance;

- 2.1. soit — si l'amendement du gouvernement est adopté —, par les parties appelées, au plus tard à la première audience, si le règlement de la procédure

afschriften van stukken uit het gerechtsdossier. In het 4° van § 2 van artikel 674bis wordt vermeld dat deze aanvraag moet worden ingediend bij de voorzitter van het hof van assisen.

Het ontwerp verandert niets aan de voorwaarden om een uitgifte of een afschrift te krijgen van een strafdossier. Deze voorwaarden blijven geregeld door het koninklijk besluit van 28 december 1950, meer bepaald artikel 125 dat in de uitdrukkelijke machtiging van de procureur-generaal of de auditeur-generaal voorziet. Er wordt ook niets veranderd aan artikel 1380 van het Gerechtelijk Wetboek dat stelt dat de Koning bepaalt aan welke voorwaarden de mededeling of het afschrift van akten van onderzoek en van rechtspleging in criminele, correctionele en politiezaken is onderworpen. Ook artikel 127 van het Wetboek van Strafvordering zoals dit zal gewijzigd worden door het ontwerp-Franchimont verandert niets aan de voorwaarden om toestemming te krijgen om het strafdossier in te zien.

In het oorspronkelijk voorstel was in de kosteloze afgifte van « alle » processtukken voorzien. De indier zelf wijzigde dit in zijn eerste amendement en stelde toen dat in het verzoek de processtukken moesten worden gespecificeerd waarvan men afschrift wenste. Dit veronderstelt uiteraard een voorafgaande mogelijkheid tot inzage ervan die hoegenaamd niet wordt beperkt. De regering heeft die beperking overgenomen. Het Arbitragehof stelde in zijn arrest van 2 maart 1995 trouwens zelf in één van zijn overwegingen (B 2.5, derde alinea) dat de wet de kosteloze afgifte « afhankelijk kon maken van de tussenkomst van een rechter die ze zou kunnen beperken tot bepaalde stukken van het strafdossier ».

Deze problematiek kwam ook ter sprake bij de behandeling van het ontwerp in de commissie Justitie van de Senaat (Stuk n° 1-17/5, blz. 8). Daar werd toen gesteld dat de rechter zijn weigering om van bepaalde stukken een afschrift te nemen moest motiveren en er werd ook gewezen op de beroepsmogelijkheid terzake.

Bij de bespreking van het ontwerp werd geregeld aandacht besteed aan deze problematiek. In het antwoord op de eerste vraag werd reeds vermeld dat dit een van de redenen was om resoluut te kiezen voor een bijzondere regeling én voor de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtsmacht die het dossier ook reeds inhoudelijk kent. Er zijn bovendien nog andere mechanismen ingebouwd om elk dilatoir karakter van een dergelijke aanvraag te vermijden :

1. het ontwerp stelt duidelijk dat het onmogelijk is voor de eerste maal een verzoek tot rechtsbijstand voor de afgifte van een kopie van het strafdossier in te dienen voor de correctionele rechtbank of voor het hof van beroep wanneer die in hoger beroep kennis nemen van de straffordering;

2. de aanvragen voor rechtsbijstand terzake moeten op straffe van verval worden ingediend;

- 2.1. ofwel — wanneer het regeringsamendement wordt aanvaard — door de opgeroepen partijen uiterlijk op de eerste zitting wanneer de rege-

a été requis par le procureur du Roi ou éventuellement par le procureur général;

2.2. soit dans les huit jours à dater de la citation ou de la convocation;

2.3. soit par toute personne qui, sur base du dossier, pourrait faire état d'un préjudice, au plus tard 5 jours avant la première audience à laquelle la juridiction de jugement connaît de l'action publique, sauf si elle peut établir qu'elle n'a pas été informée en temps utile;

3. la demande d'assistance judiciaire sera rapidement examinée : cet examen aura lieu lors de la prochaine audience utile lorsque la requête a été déposée au greffe ou à l'audience à laquelle le juge connaît de l'action publique lorsqu'il s'agit d'une requête qui a été formulée verbalement à l'audience;

4. la décision du juge en la matière n'est pas susceptible d'opposition; le délai imparti pour interjeter appel est extrêmement court; l'appel est examiné dans les quinze jours; l'appel n'est pas suspensif, conformément à la disposition de l'article 683 du Code judiciaire et tout pourvoi en cassation est impossible en la matière;

5. l'article 674*bis*, § 11, contient une disposition générale, qui s'inspire de l'article 814 du Code judiciaire, qui prévoit explicitement que cette procédure ne peut retarder le cours normal de l'action publique;

6. le nouvel article 672*bis* prévoit que si une demande basée tant sur les articles 671 ou 672 du Code judiciaire que sur son nouvel article 674*bis* est formulée, elle sera examinée conformément à la procédure accélérée prévue au nouvel article 674*bis*;

7. le juge peut, dans le cadre d'une décision relative à l'assistance judiciaire, également appliquer l'article 669 du Code judiciaire en imposant comme condition qu'une somme donnée soit versée au receveur de l'enregistrement.

Mme de T'Serclaes et M. Jean-Jacques Viseur introduisent l'amendement n° 10 (Doc. n° 864/2) visant à apporter des améliorations d'ordre technique.

Le gouvernement dépose les amendements n°s 25 et 26 (Doc. n° 864/3).

MM. Duquesne et Barzin déposent respectivement les amendements n°s 33 et 35 (Doc. n° 864/5).

*
* *

Les amendements n°s 10, 25 et 26 sont successivement adoptés à l'unanimité.

ling van de rechtspleging is gevorderd door de procureur des Konings of eventueel door de procureur-generaal;

2.2. ofwel binnen acht dagen na de dagvaarding of de oproeping;

2.3. ofwel door eenieder die zich op grond van het dossier zou kunnen beroepen op een nadeel uiterlijk 5 dagen vóór de eerste zitting waarop het vonnisgerecht kennis neemt van de strafvordering tenzij hij kan bewijzen niet tijdig in kennis te zijn gesteld;

3. het verzoek om rechtsbijstand zal snel worden behandeld : dat gebeurt op de eerstvolgende nuttige zitting wanneer het verzoek ter griffie werd neergelegd of op de zitting waarop de rechter kennis neemt van de strafvordering wanneer het gaat om een mondeling verzoek dat ter zitting werd gedaan;

4. de beslissing van de rechter terzake is niet vatbaar voor verzet, er is een uiterst korte beroepstermijn voorzien; het beroep wordt behandeld binnen een termijn van 15 dagen, het hoger beroep heeft geen schorsende werking overeenkomstig de bepaling van artikel 683 van het Gerechtelijk Wetboek en cassatieberoep terzake is onmogelijk;

5. er wordt in artikel 674*bis*, § 11, in een algemene bepaling voorzien, die geïnspireerd is op artikel 814 van het Gerechtelijk Wetboek, waarin uitdrukkelijk gesteld wordt dat deze rechtspleging de normale berechting van de strafvordering niet mag vertragen;

6. in een nieuw artikel 672*bis* is bepaald dat — wanneer een verzoek wordt gedaan dat zowel gebaseerd is op artikel 671 of 672 van het Gerechtelijk Wetboek als op het nieuwe artikel 674*bis* — de aanvraag dan zal worden behandeld overeenkomstig de snelle procedure van het nieuwe artikel 674*bis*;

7. de rechter kan in een beslissing omtrent de rechtsbijstand ook toepassing maken van artikel 669 Gerechtelijk Wetboek en hierbij als voorwaarde opleggen dat vooralsnog een bepaalde som moet worden betaald aan de ontvanger van de registratie.

Mevrouw de T'Serclaes en de heer Jean-Jacques Viseur dienen amendement n° 10 (Stuk n° 864/2) in, dat ertoe strekt verbeteringen van technische aard aan te brengen.

De regering dient de amendementen n°s 25 en 26 (Stuk n° 864/3) in.

De heer Duquesne dient amendement n° 33 (Stuk n° 864/5) in. *De heer Barzin* dient amendement n° 35 (Stuk n° 864/5) in.

*
* *

De amendementen n°s 10, 25 en 26 worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

Les amendements n^{os} 33 et 35 sont successivement rejetés par 9 voix contre 1.

*
* *

L'article 2, § 2, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 2, § 3

Le gouvernement dépose l'amendement n^o 27 (Doc. n^o 864/3).

L'amendement n^o 27 est adopté à l'unanimité.

L'amendement n^o 11 (Doc. n^o 864/2) déposé par *Mme de T'Serclaes et M. Jean-Jacques Viseur* devient dès lors sans objet.

*
* *

L'article 2, § 3, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 2, § 4

Mme de T'Serclaes et M. Jean-Jacques Viseur introduisent l'amendement n^o 12 et renvoient à la motivation sous-tendant l'amendement n^o 9.

L'amendement n^o 12 est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'article 2, § 4, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 2, § 5

Les amendements n^{os} 2 et 3 (Doc. n^o 864/2) introduits par *MM. Duquesne et Barzin* sont retirés.

Mme de T'Serclaes et M. Jean-Jacques Viseur déposent l'amendement n^o 13 (Doc. n^o 864/2) tendant à supprimer le § 5. Cet amendement découle de l'amendement n^o 7 (Doc. n^o 864/2) visant à limiter le droit d'obtenir l'assistance judiciaire à l'inculpé, à la partie civilement responsable et à la partie civile.

Les mêmes auteurs déposent l'amendement n^o 14 (Doc. n^o 864/2) en vue de mettre le texte de l'article 2, § 5, en concordance avec les termes utilisés dans le projet de loi dit « Projet Franchimont » (Doc. n^o 857/1-96/97).

M. Beaufays dépose l'amendement n^o 31 (Doc. n^o 864/4).

Les amendements n^{os} 13 et 31 sont successivement rejetés par 9 voix contre 1.

De amendementen n^{rs} 33 en 35 worden achtereenvolgens verworpen met 9 tegen 1 stem.

*
* *

Het aldus gewijzigde artikel 2, § 2, wordt eenparig aangenomen.

Art. 2, § 3

De regering dient amendement n^r 27 (Stuk n^r 864/3) in.

Amendement n^r 27 wordt eenparig aangenomen.

Amendement n^r 11 (Stuk n^r 864/2) van *mevrouw de T'Serclaes en de heer Jean-Jacques Viseur* vervalt dientengevolge.

*
* *

Het aldus gewijzigde artikel 2, § 3, wordt eenparig aangenomen.

Art. 2, § 4

Mevrouw de T'Serclaes en de heer Jean-Jacques Viseur dienen amendement n^r 12 (Stuk n^r 864/2) in. Ze verwijzen naar de verantwoording van amendement n^r 9.

Amendement n^r 12 wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het aldus gewijzigde artikel 2, § 4, wordt eenparig aangenomen.

Art. 2, § 5

De amendementen n^{rs} 2 en 3 (Stuk n^r 864/2) van de heren Duquesne en Barzin worden ingetrokken.

Mevrouw de T'Serclaes en de heer Jean-Jacques Viseur dienen amendement n^r 13 (Stuk n^r 864/2) in, dat ertoe strekt § 5 weg te laten. Dit amendement vloeit voort uit amendement n^r 7 (Stuk n^r 864/2), dat ertoe strekt het aan de verdachte toegekende recht tot rechtsbijstand te beperken tot de burgerrechtelijk aansprakelijke partij en de burgerlijke partij.

Dezelfde leden dienen amendement n^r 14 (Stuk n^r 864/2) in, teneinde de tekst van artikel 2, § 5, in overeenstemming te brengen met de begrippen die worden gehanteerd in het zogenaamde « wetsontwerp-Franchimont » (Stuk n^r 857/1-96/97).

De heer Beaufays dient amendement n^r 31 (Stuk n^r 864/4) in.

De amendementen n^{rs} 13 en 31 worden respectievelijk verworpen met 9 tegen 1 stem.

La première partie de l'amendement n° 14 est rejetée par 9 voix contre 1.

La seconde partie de l'amendement n° 14 est adoptée à l'unanimité.

*
* *

L'article 2, § 5, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.

Art. 2, § 6

MM. Duquesne et Barzin déposent l'amendement n° 4 (Doc. n° 864/2) au motif que le requérant n'est pas toujours en mesure d'indiquer dans sa requête les pièces dont il souhaite obtenir copie puisque, dans certains cas (par exemple : personne lésée), il n'aura pas encore eu l'occasion de consulter le dossier.

L'amendement n° 4 est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'article 2, § 6, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.

Art. 2, § 7

Mme de T'Serclaes et M. Jean-Jacques Viseur introduisent l'amendement n° 15 (Doc. n° 864/2) visant à apporter des améliorations de texte.

L'amendement n° 15 est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'article 2, § 7, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.

Art. 2, § 8

Mme de T'Serclaes et M. Jean-Jacques Viseur déposent les amendements n°s 16 et 17 (Doc. n° 864/2) tendant à apporter des améliorations de texte.

Les amendements n°s 16 et 17 sont adoptés à l'unanimité.

*
* *

L'article 2, § 8, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

Het eerste deel van amendement n° 14 wordt verworpen met 9 tegen 1 stem.

Het tweede deel van amendement n° 14 wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het aldus geamendeerde artikel 2, § 5, wordt eenparig aangenomen.

Art. 2, § 6

De heren Duquesne en Barzin dienen amendement n° 4 (Stuk n° 864/2) in. Als verantwoording voeren zij aan dat de verzoeker niet altijd bij machte is in zijn verzoekschrift aan te stippen van welke stukken hij een afschrift wenst; in bepaalde gevallen (bijvoorbeeld als benadeelde persoon) zal hij immers nog niet de kans hebben gehad het dossier te raadplegen.

Amendement n° 4 wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het aldus geamendeerde artikel 2, § 6, wordt eenparig aangenomen.

Art. 2, § 7

Mevrouw de T'Serclaes en de heer Jean-Jacques Viseur dienen amendement n° 15 (Stuk n° 864/2) in, dat ertoe strekt tekstverbeteringen aan te brengen.

Amendement n° 15 wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het aldus geamendeerde artikel 2, § 7, wordt eenparig aangenomen.

Art. 2, § 8

Mevrouw de T'Serclaes en de heer Jean-Jacques Viseur dienen de amendementen n°s 16 en 17 (Stuk n° 864/2) in, die ertoe strekken tekstwijzigingen aan te brengen.

De amendementen n°s 16 en 17 worden eenparig aangenomen.

*
* *

Het aldus gewijzigde artikel 2, § 8, wordt eenparig aangenomen.

Art. 2, § 9

MM. Duquesne et Barzin déposent l'amendement n° 5 (Doc. n° 864/2) au motif qu'il convient de préciser qu'en toute hypothèse l'appel de la décision rendue sur l'assistance judiciaire ne suspend pas la procédure quant au fond afin de ne pas retarder le cours normal de l'action publique.

Mme de T'Serclaes et M. Jean-Jacques Viseur présentent l'amendement n° 18 (Doc. n° 864/2) tendant à uniformiser la terminologie juridique utilisée dans le projet à l'examen.

L'amendement n° 5 est rejeté par 9 voix contre 1.

L'amendement n° 18 est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'article 2, § 9, tel qu'amendé, et l'article 2 ainsi modifié sont adoptés à l'unanimité.

Art. 3

L'amendement n° 19 (Doc. n° 864/2) déposé par *Mme de T'Serclaes et M. Jean-Jacques Viseur* est retiré.

MM. Duquesne et Jean-Jacques Viseur introduisent l'amendement n° 29 (Doc. n° 864/3) visant à permettre à toutes les personnes autorisées à prendre copie du dossier répressif de demander le bénéfice de l'assistance judiciaire.

L'amendement n° 29 est rejeté par 7 voix contre 2 et 1 abstention.

*
* *

L'article 3 est adopté à l'unanimité.

Art. 4

Mme de T'Serclaes et M. Jean-Jacques Viseur déposent l'amendement n° 20 (Doc. n° 864/2) tendant à apporter une correction de texte.

L'amendement n° 20 est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'article 4, ainsi amendé, est adopté à l'unanimité.

Art. 2, § 9

De heren Duquesne en Barzin dienen amendement n° 5 (Stuk n° 864/2) in. Als verantwoording voeren zij aan dat het, om het normale verloop van de strafvordering niet te vertragen, aanbeveling verdient in de wettekst te bepalen dat het hoger beroep dat wordt ingesteld tegen de inzake rechtsbijstand gewezen beslissing, in geen geval de rechtspleging over de grond van de zaak mag schorsen.

Mevrouw de T'Serclaes en de heer Jean-Jacques Viseur dienen amendement n° 18 (Stuk n° 864/2) in, dat ertoe strekt in het voorliggende ontwerp een zelfde juridische terminologie te hanteren.

Amendement n° 5 wordt verworpen met 9 tegen 1 stem.

Amendement n° 18 wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het aldus geamendeerde artikel 2, § 9, en het aldus gewijzigde artikel 2 worden eenparig aangenomen.

Art. 3

Amendement n° 19 (Stuk n° 864/2) van *mevrouw de T'Serclaes en de heer Jean-Jacques Viseur* wordt ingetrokken.

De heren Duquesne en Jean-Jacques Viseur dienen amendement n° 29 (Stuk n° 864/3) in, dat ertoe strekt alle personen die een afschrift van het strafdossier mogen nemen, de mogelijkheid te bieden om rechtsbijstand te vragen.

Amendement n° 29 wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

*
* *

Artikel 3 wordt eenparig aangenomen.

Art. 4

Mevrouw de T'Serclaes en de heer Jean-Jacques Viseur dienen amendement n° 20 (Stuk n° 864/2) in, dat ertoe strekt een tekstverbetering aan te brengen.

Amendement n° 20 wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het aldus geamendeerde artikel 4 wordt eenparig aangenomen.

Art. 5

Les amendements n° 22 (Doc. n° 864/2) déposé par *MM. Duquesne et Barzin* et n° 30 (Doc. n° 864/3) déposé par *MM. Duquesne et Jean-Jacques Viseur* sont retirés.

Mme de T'Serclaes et M. Jean-Jacques Viseur déposent l'amendement n° 21 (Doc. n° 864/2) tendant à apporter des améliorations d'ordre technique.

M. Duquesne dépose l'amendement n° 34 (Doc. n° 864/5).

MM. Duquesne et Jean-Jacques Viseur introduisent l'amendement n° 37 (Doc. n° 864/5).

La première partie de l'amendement n° 21 est adopté à l'unanimité.

Les deuxième et troisième parties de l'amendement n° 21 sont rejetées par 9 voix contre 1.

L'amendement n° 34 est rejeté par 9 voix contre 1.

L'amendement n° 37 est rejeté par 7 voix contre 2 et 1 abstention.

*
* *

L'article 5, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.

Art. 6

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

*
* *

L'article 6 est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'ensemble du projet, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.

Le rapporteur,

J. BARZIN

Le président,

A. DUQUESNE

Art. 5

Amendement n° 22 (Stuk n° 864/2) van *de heren Duquesne en Barzin* alsmede amendement n° 30 (Stuk n° 864/3) van *de heren Duquesne en Jean-Jacques Viseur* worden ingetrokken.

Mevrouw de T'Serclaes en de heer Jean-Jacques Viseur dienen amendement n° 21 (Stuk n° 864/2) in, dat ertoe strekt verbeteringen van technische aard aan te brengen.

De heer Duquesne dient amendement n° 34 (Stuk n° 864/5) in.

De heren Duquesne en Jean-Jacques Viseur dienen amendement n° 37 (Stuk n° 864/5) in.

Het eerste deel van amendement n° 21 wordt eenparig aangenomen.

Het tweede en het derde deel van amendement n° 21 worden verworpen met 9 tegen 1 stem.

Amendement n° 34 wordt verworpen met 9 tegen 1 stem.

Amendement n° 37 wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

*
* *

Het aldus geamendeerde artikel 5 wordt eenparig aangenomen.

Art. 6

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

*
* *

Artikel 6 wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het gehele aldus geamendeerde ontwerp wordt eenparig aangenomen.

De rapporteur,

J. BARZIN

De voorzitter,

A. DUQUESNE